

**Jeudi 15 septembre 2016 à Paris, au
52 Avenue Hoche, Paris 8^{ème}.**

**RENCONTRE DE PRESENTATION DE L'APPEL POUR UNE MOBILISATION
INTERNATIONALE EN FAVEUR DE LA TUNISIE**

**Organisée sous le haut patronage de Monsieur Jean-Pierre Raffarin,
ancien Premier ministre**

**Par le Cercle Kheireddine, le Cercle des économistes et la Fondation
Prospective et innovation**

**En collaboration avec l'Association des tunisiens des Grandes
écoles, l'Association pour la recherche sur la transition
démocratique, l'initiative pour le développement économique et
social et Tunisian American Young Professionals**

Discours prononcé par

Asma Ghachem

Secrétaire générale de l'ARTD

Mesdames, Messieurs,

A l'appel lancé par les économistes tunisiens pour une mobilisation internationale en faveur de la Tunisie, l'Association pour la recherche sur la transition démocratique composée de juristes universitaires, est fière de répondre positivement. Et pour cause.

Au-delà du devoir de soutenir notre pays en ce moment délicat de fragilité économique, c'est le désir de voir s'achever le processus de la transition démocratique qui motive notre mobilisation. Ce processus a atteint, en effet, une maturation que nous devons absolument appuyer.

Si l'on débarrasse le regard des contingences, hésitations et trébuchements propres à toute initiation à la Démocratie, et que l'on se tienne à l'irréductible substance de la dynamique démocratique, nous pouvons incontestablement affirmer que les Tunisiens intègrent petit à petit ces nouvelles pratiques institutionnelles et les mettent soigneusement en œuvre. Ils intègrent également, les

valeurs qu'elles recèlent, au seuil desquelles apparaît la nécessité de s'accepter les uns les autres. C'est cet acquis fondamental que nous consolidons car c'est en cela que se situe tout le processus démocratique que bâtit la Tunisie post-révolutionnaire.

Du reste, l'acquis révolutionnaire se cristallise inmanquablement autour de la liberté dans toutes ses illustrations : de pensée, de conscience, d'expression, de manifestation et de publication. Cette liberté ne sera définitivement acquise que si elle est solidement renforcée par un développement économique. Sans ce dernier impératif, cette liberté, tout comme le processus démocratique tout entier, risquent de devenir dérisoires, voire illégitimes. C'est afin d'empêcher cette régression qu'il nous faudra endosser un rôle préventif et intervenir en amont en consolidant le développement économique en Tunisie. Aussi, est-ce dans cette perspective, que l'Association pour la recherche sur la transition démocratique souscrit à cet appel fait à la communauté internationale pour soutenir économiquement la Tunisie.

Il va sans dire qu'avec des actions entreprises en Tunisie et pour la Tunisie, cette initiative serait plus assurée. C'est dans cette perspective, que des réformes ont été entamées. Outre la loi sur les investissements, d'autres réformes fondamentales ont été entreprises. Il s'agit de la Justice, particulièrement de la mise en place d'un Conseil supérieur de la Magistrature susceptible de garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire et de la refonte totale de la loi relative à la Justice administrative. Il est aussi question du nouveau découpage territorial de l'Etat tunisien et de l'instauration de la Démocratie locale telle qu'évoquée dans la Constitution du 27 janvier 2014.

Il ne faut pas perdre de vue non plus toutes les instances constitutionnelles nouvellement créées ayant pour objectif de réguler un domaine particulier tel que l'audiovisuel ou de celles qui visent à lutter contre le fléau de la corruption.

Par ailleurs, ayant pour souci de consolider les valeurs démocratiques fraîchement acquises, une loi instaurant une Cour constitutionnelle a été adoptée. Par cette institution, les constituants ont entendu non seulement préserver les droits et libertés contenus dans cette loi fondamentale,

mais aussi et surtout forger le modèle de société auquel ils aspirent, la Constitution étant en effet « un récit fondateur » de la Nation. Ce matin, en souscrivant à cet Appel à la mobilisation internationale en faveur de la Tunisie, nous œuvrons pour que le récit devienne dialogue.

Je vous remercie.